

Politique

La bataille des routes nationales continue

LES ROUTES nationales... à la barre! Le conseil général ne rend pas les armes. Après avoir perdu en première instance devant le tribunal administratif de Versailles fin décembre, la majorité PS du département vient de passer la seconde en formant un recours devant le Conseil d'Etat. Quatre autres départements en France ont décidé de faire de même d'ici au 5 février. Au cœur de cette procédure juridique : le refus du conseil général de récupérer la gestion de 240 km de routes nationales en Essonne (N 20, N 7, N 191, N 448...) Un transfert de compétence effectif depuis le 1^{er} janvier qu'ils qualifient d'excès de pouvoir. « Un cadeau empoisonné de l'Etat », résumant en substance les élus essonnais de gauche qui doutent du caractère départemental de certaines routes comme la N 7. Et qui, surtout, s'inquiète des consé-

quences financières. Rien que sur l'exercice 2006, le conseil général risque de perdre 700 000 € dans la bataille. Et ce parce que, traditionnellement, le département met plus d'argent pour entretenir ses routes que l'Etat. Le gouvernement ne re-

versera ainsi au conseil général que ce qu'il a l'habitude de dépenser en Essonne, à savoir 80 centimes par mètre carré de chaussée, pour « soigner » les routes nationales. Le département, lui, sort en moyenne 1,30 €... « Ce sera comme pour les

collèges quand nous les avons récupérés : nous allons faire mieux que l'Etat et tant mieux », veut-on pointer à droite. Mais le conseil général a du mal à mettre la main au portefeuille aussi facilement. L'heure est à la bataille contre le gouverne-

ment, coupable de ne pas compenser financièrement les effets de la décentralisation (transfert de compétences nouvelles).

La compensation financière de l'Etat en question

Une bataille politico-juridique qui dépasse le simple cadre des routes nationales et dans laquelle la hausse annoncée des impôts locaux joue un rôle capital. Lundi, le conseil général discutera les contours du budget 2006. A cette occasion, la gauche entend faire porter au gouvernement seul la responsabilité de la forte augmentation des taxes qui se dessine. Et jouera la carte « routes nationales » comme un joker parmi d'autres pour justifier les finances épuisées de la collectivité...

GRÉGORI PLOUVIEZ



Depuis le 1^{er} janvier, c'est au département de s'occuper de 240 km de routes nationales, comme ici la N 20. Or, le conseil général refuse de récupérer cette gestion qu'il qualifie de « cadeau empoisonné ». (LP/T.S.)

Toute l'actualité de l'Essonne

c'est du lundi au vendredi sur



Dourdan- Etampes : 92.5 FM
Evry-Corbeil : 97.2 FM

toutes les 1/2 heures de 6 h à 9 h

Journal Télévisé

à 18 h 45 sur

tel^essonne

Disponible sur

CanalSatellite (canal 143),

TPS (canal 92) et Noos